

# MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Convention collective

IDCC : 8741 | **SCIERIES AGRICOLES ET EXPLOITATIONS FORESTIÈRES (Limousin)**

**(1<sup>er</sup> septembre 1998)**

(Étendue par arrêté du 2 juillet 1999,

*Journal officiel* du 17 juillet 1999)

## Avenant n° 60 du 27 février 2025

NOR : AGRS2597111M

IDCC : 8741

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Syndicat des exploitants forestiers et scieurs industriels du limousin SEFSIL ;**

**Syndicat des entrepreneurs des territoires EDT,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**Fédération CFTC Agri ;**

**Union régionale des syndicats FO ;**

**Syndicat général agroalimentaire CFDT du Limousin ;**

**Syndicat SNCEA CFE-CGC,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

À la suite des réunions du 3 octobre 2024 et du 27 février 2025, les notions de période d'essai et de période probatoire ont été modifiées.

Ainsi les articles 11.4.4 et 20 ont été modifiés, l'article 11.5 a été supprimé et un article 20.2 a été créé.

### Article 1<sup>er</sup>

Modification de l'article 11.4.4 : au deuxième alinéa sont supprimés les termes suivants : « pendant la période de probation dans l'entreprise qui suit l'obtention du diplôme ».

### Article 2

Suppression de l'article 11.5.

### Article 3

Modification de l'article 20 : nouveau titre « Période d'essai et période probatoire ».

L'article 20 devient l'article 20.1 intitulé « Période d'essai » (reprise des dispositions de l'ancien article 20).

Création d'un article 20.2 intitulé : « Période probatoire » et rédigé comme suit :

« Lorsqu'un salarié, déjà présent dans l'entreprise est amené à occuper un nouveau poste, les parties au contrat pourront décider par avenant, d'une période probatoire. La durée de celle-ci sera définie par accord des parties sans pouvoir excéder :

- 1 mois pour les ouvriers et les employés, renouvelable une fois ;
- 3 mois pour les techniciens, les agents de maîtrise et les cadres, renouvelable une fois.

Cette période a pour objet de permettre aux parties de mesurer et d'appréhender toutes les incidences induites par la prise de ce nouveau poste.

Durant la période probatoire, le salarié percevra le salaire conventionnel de l'emploi occupé pendant cette période.

La période probatoire pourra être rompue avant le terme prévu, par l'une ou l'autre des parties sans délai de prévenance. Cette rupture anticipée de la période probatoire devra être actée par avenant.

En cas de période probatoire non concluante, le salarié devra être repositionné dans son emploi d'origine ou à défaut, dans un emploi équivalent. Le salarié retrouvera alors sa rémunération et les dispositions de son contrat de travail telles qu'applicables avant sa promotion.

#### **Entrée en vigueur**

Le présent avenant entrera en vigueur dès le lendemain de la signature pour les entreprises adhérentes aux organisations professionnelles signataires et dès le premier jour du mois qui suit la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension pour les autres. »

### Article 4

Chacune des organisations signataires recevra un exemplaire du présent avenant et trois exemplaires seront déposés à la DDETSPP de la Haute-Vienne, 2, allée Saint-Alexis, 87000 Limoges.

*Fait à Tulle, le 27 février 2025.*

(Suivent les signatures.)